

La double erreur du gouvernement sur le confinement indifférencié

Article rédigé par *Atlantico*, le 04 novembre 2020

Source [Atlantico] Face à la hausse de cas de Covid-19, le gouvernement a décidé d'instaurer un nouveau confinement. De nombreuses interrogations demeurent sur la politique d'isolement des malades et sur les conséquences économiques pour les commerces de proximité notamment.

Peu à peu nous progressons dans le consensus sur la pandémie: la situation s'est très fortement dégradée cet été et comme prévu les nouveaux cas se transforment en partie en nouveaux malades, nouveaux consultants dans les cabinets de médecine générale et nouveaux hospitalisés. Ces hospitalisés nécessitent parfois des soins de réanimation et certains décèdent. En se basant sur des modèles à court terme, sur les observations de cohortes de patients de ces neuf derniers mois et sur nos connaissances des coronavirus pathogènes ce qui se passe est tout sauf une surprise.

Le deuxième élément de réflexion est l'indéniable difficulté de la situation. La concurrence des menaces est un phénomène aléatoire mais les déterminants opèrent depuis des décennies. L'islamisme tue en France depuis 1980 et l'attentat de la rue Copernic, l'organisation sanitaire à petit à petit été asphyxiée par des dépenses sociales extravagantes et une bureaucratisation sans précédent qui a culminé avec les ordonnances Juppé, la dette, à vau l'eau, est un fardeau de dépenses de fonctionnement qui altère notre réponse à la Covid-19. Dans ce contexte chaque citoyen doit faire preuve de responsabilité avec de demander plus de liberté. De son côté l'Etat doit s'adapter à la situation au lieu de maximaliser les contraintes sur la société alors qu'il est toujours incapable d'assumer son rôle régalién.

Le premier pilier de la réponse à la pandémie n'a pas changé: interrompre la transmission

Cette virose respiratoire, très contagieuse et beaucoup plus mortelle que la grippe saisonnière, est entravée par toutes les mesures de protection personnelle et par l'isolement des cas contacts et des nouveaux cas positifs. Interrompre la transmission n'est pas arrêter la vie économique et sociale. C'est la rendre résiliente à la pandémie. C'est pourquoi il est erroné de vouloir diminuer les interactions sociales en général. Vu la situation de gravité indéniable la vie normale est impossible. Il faut interdire les activités où la protection personnelle n'est pas possible et laisser les autres activités fonctionner sous un régime de stricte observance. Le confinement indifférencié était inefficace en Mars-Avril il le reste aujourd'hui. Il ne faut pas faire de toute activité humaine une source de transmission. C'est pourquoi le gouvernement doit rapidement reconsidérer ce qu'il appelle à tort sa doctrine et se focaliser sur la transmission en agissant avec rationalité. Avoir pour objectif de diminuer les interactions sociales est efficace mais très coûteux. Agir sélectivement sur la transmission est efficient et moins coûteux. Les exemples sont légions et concernent l'activité économique comme la liberté d'aller et venir.

L'activité économique doit reprendre partout où elle ne favorise pas la transmission

Pour l'activité économique comment ne pas constater le paradoxe entre une grande surface ouverte et sa galerie commerciale fermée! Pourquoi se balader dans les rayons de la grande surface est « autorisé » alors que se rendre en face de la sortie au pressing est « interdit »? Il n'y a aucune justification en terme de réduction de la transmission car le responsable du pressing peut faire respecter les masques l'éloignement et la jauge. Au contraire les grandes surfaces sont encore laxistes sur l'hygiène, la protection, l'éloignement et la jauge. Nous sommes neuf mois après le début de la pandémie et le système de vidéosurveillance des

magasins de grande surface n'est pas utilisé pour rappeler à l'ordre et évacuer les stupides qui, masque sous le menton, déposent leurs gouttelettes sur les produits... La stratégie doit être modifiée, ce n'est pas le caractère essentiel d'une activité qui est déterminant car c'est un critère totalement discrétionnaire qui plaît à l'administration mais qui est inefficace, mais plutôt la poursuite des activités économiques dans l'observance de réduire la transmission au minimum. Les commerçants doivent y contribuer même si certains ont pris cela à la légère au début. Les engagements doivent être stricts et les pénalités élevées. Et comment arrive-t-on à ce type d'aménagement? Par le compromis et non par l'invective ou les oukases, l'état restant garant de l'observance de la loi.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)